

N° 689

18 Sept. 2013

Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

## Une affaire de jeunes !

Le traitement médiatique de la journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle du 10 septembre ne doit pas occulter sa réelle dimension : celle d'un niveau de mobilisation plus qu'encourageant pour la suite en rassemblant 370 000 personnes dans 200 cortèges. Les organisations syndicales ont relevé un pari difficile, celui d'élargir le niveau de mobilisation au-delà de celui du début de l'année contre l'ANI.

La réelle présence des cadres dans les cortèges, est à souligner, y compris pour ceux de notre secteur.

C'est donc à la fois, au titre de la CGT comme de toutes ses organisations spécifiques de cadres, que nous devons aller au-devant de nos jeunes collègues forts de nos propositions et de notre analyse de ce projet de réforme.

C'est bien l'UGICT qui a inspiré les propositions revendicatives répondant aux préoccupations des jeunes diplômés : la

prise en compte des années d'études dans le calcul des droits à la retraite, comme des périodes de stage et de leur réglementation, ainsi que toutes les périodes de chômage.

Ne nous trompons pas, la manière dont la jeunesse va trouver sa place dans l'exigence de suite à cette mobilisation constitue un enjeu déterminant pour faire bouger les lignes.

En effet, tous les observateurs soulignent l'ampleur de l'impact de ce projet concernant les jeunes, qu'ils soient encore en formation ou déjà au travail. C'est la responsabilité de la CGT de s'opposer à une régression sociale et d'œuvrer à gagner de nouveaux droits.

Au-delà de la journée du 10 septembre, c'est bien dans chaque entreprise, dans le débat, qu'il nous appartient de faire s'exprimer les cadres sur la stratégie de leurs entreprises, sur ce qu'ils vivent et leur permettre de faire ainsi le lien entre l'ensemble des enjeux au-delà de la seule question des retraites.

**ÉTUDIER**  
C'EST  
**TRAVAILLER**

**VALIDATION DES**  
**ANNÉES D'ÉTUDES**  
**DANS LE CALCUL**  
**DES RETRAITES**

[www.ugict.cgt.fr/retraites](http://www.ugict.cgt.fr/retraites)

### Branche Poste

#### Des râteaux en or

La CGT s'est déjà exprimée pour contester la mise en place de la territorialité au courrier, les bouleversements occasionnés, la concentration des plaques, n'améliorant ni la qualité de service aux usagers, ni les conditions de travail des personnels.

La réduction du nombre de postes, leur attribution trop souvent discrétionnaire, laisse de nombreux cadres sur la touche avec des indemnités dérisoires définies sans transparence, des postes sous qualifiés, voire des travaux d'exécution.

C'est l'ensemble de la classe 3 qui fait les frais du « râteau managérial ». L'exaspération grandit. La CGT propose de se mobiliser.

#### Des CHSCT sous surveillance

A l'heure du dialogue social mis en exergue et de la santé au travail si chère dans les discours de nos dirigeants, « la DRHRS du Groupe La Poste a demandé au Contrôle Général RH de mener une mission visant à identifier et analyser les pratiques de CHSCT, pour faire de l'instance un lieu privilégié de conception de la politique et des actions de prévention de l'entreprise ».

Le CHSCT peut influencer sur les conditions de travail des postiers et faire des propositions pour améliorer la santé du personnel. Le CHSCT a une fonction essentielle qui doit être respectée et garantie. Le mettre sous tutelle serait inimaginable et deviendrait un moyen de pression sur les élus. Au contraire, c'est de plus de moyens dont les CHSCT ont besoin

### Branche Télécoms

#### Elections au CA d'Orange : peser sur les choix

Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT insiste sur la construction d'un " *syndicalisme utile aux salariés, car le syndicat doit leur rapporter* ".

Chers collègues cadres, voter CGT au CA d'Orange est vraiment un vote utile.

Les choix du CA doivent prendre en compte les conséquences humaines, sociales et environnementales.

Oser le vote CGT, c'est se démarquer d'orientations qui pèsent toujours plus sur le travail en fixant des objectifs de plus en plus ambitieux aux cadres mais qui leur assignent trop souvent un rôle limité à la simple mise en œuvre des directives imposées. Dans la balance des pouvoirs, il faut fortement contrebalancer le plateau de la finance. Tous les bulletins n'auront pas le même poids, celui de la CGT pèsera lourd.

#### SFR : quel avenir pour le personnel !

Après avoir supprimé 10% des emplois, et sans avoir terminé la réorganisation qui va avec, la direction réorganise encore... le service client cette fois ! Si les emplois ne semblent pas menacés, les salariés s'inquiètent de voir leurs métiers bouleversés par ces modifications.

En ce qui concerne les activités sociales et culturelles du Service Client, les salariés d'IDF pourront aller à New-York... pendant les soldes !

Par ailleurs, le projet « ONE », pose des problèmes presque partout où il est mis en œuvre.

Les récalcitrants au « départ volontaire » se verront affecter de nouveaux postes, sans leur demander leur avis. La CGT disait que le volontariat était une farce... la situation actuelle montre que nous avons raison !

FLASH CADRES



FLASH CADRES

## Catastrophe prévisible

Les syndicats CGT, UNSA et SUD-Rail de cheminots se sont exprimés dans une lettre commune au ministre des Transports sur la catastrophe ferroviaire de Brétigny sur Orge.

Depuis plusieurs années, ils tirent le signal d'alarme. Comment imaginer à la fois supprimer plus de 10 000 emplois de cheminots qualifiés et formés en cinq ans et réaliser une somme inégalée de travaux pour transporter plus de voyageurs sans qu'il n'y ait une répercussion sur la sécurité ?

Ils dénoncent, notamment la dégradation, des conditions de travail, les injonctions contradictoires, la pression sur les délais, les coûts et les moyens inadaptés, le doublement, voire le triplement des territoires à surveiller et le manque de sérieux des travaux réalisés par la sous-traitance.

## Rentrée difficile

En cette rentrée scolaire, un certain flottement règne au sein de la communauté éducative face à la mise en œuvre, à marche forcée, de la réforme des rythmes scolaires. Le temps de présence journalier des enfants sera allongé, la semaine alourdie avec des conséquences difficiles à gérer dans l'organisation du travail des familles et constituer un coût supplémentaire en matière de garde.

L'absence d'une véritable gratuité des activités périscolaires accentue encore les inégalités sociales et territoriales entre les enfants. La CGT demande qu'un bilan contradictoire soit opéré dans les semaines qui viennent, dans chaque département, afin d'évaluer avec les organisations syndicales professionnelles la pertinence de la généralisation de la réforme prévue en 2014.

## Austérité en Europe pour l'Éducation

Selon une étude de l'Union européenne portant sur 31 pays européens, 20 d'entre eux ont enregistré des coupes dans les budgets d'éducation en 2011 et/ou 2012 et la moitié d'entre eux ont gelé ou diminué les salaires des enseignants sur la même période.

Portugal, Grèce et Espagne se distinguent notamment avec des baisses respectives de 5% au Portugal, 19% en Grèce et 14% en Espagne.

C'est toujours la même logique de pression drastique sur les dépenses publiques qui sévit et met en danger la formation de toute une jeunesse tout en contribuant à aggraver la situation économique et l'emploi.

L'exigence d'une autre répartition des richesses créées par le travail demeure au centre des enjeux de progrès social.

## 11 septembre 1973, la dictature

Le 11 septembre, Pinochet renversait le gouvernement socialiste élu de Salvatore Allende.

Des dizaines de milliers de chiliens ont été torturés, des milliers sont morts. Le gouvernement ne « soviétisait » pas l'économie, il mettait à niveau les conditions de vie et de travail par rapport au développement des forces productives du pays, y compris en termes de droits. Il ne faut pas oublier que le Chili a été le premier pays à mettre en œuvre les principes dont la planète entière souffre aujourd'hui, à la grande satisfaction de Thatcher, Reagan, du FMI et de la Banque Mondiale ! La CGT a continuellement soutenu la CUT (centrale unitaire des travailleurs), pendant toute cette période et l'assure de son indéfectible solidarité dans ses combats actuels, notamment de changement de code du travail, héritage de la dictature.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Verrouillage

Ce 12 septembre, L'APEC a publié une enquête sur les salaires des cadres. Les entreprises n'ayant pas l'intention d'augmenter le salaire de leurs cadres progressent de 6 points pour atteindre 23% contre 17% en 2012. Le salaire de recrutement est aussi revu à la baisse, pour un jeune diplômé, il est en moyenne de 29 k€.

Le nombre de cadres payés en dessous du plafond de la Sécurité Sociale (3086 € brut mensuel) ne cesse de croître depuis 20 ans. Pour la CGT, cette baisse s'explique par des politiques de rémunération qui visent à fixer des salaires individualisés. Il suffirait d'introduire dans les branches professionnelles, un salaire minimum d'embauche, qui serait la base des minima salariaux pour toute l'échelle de la grille salariale des cadres. Éviter l'érosion du pouvoir d'achat des cadres participe à relancer l'économie et au financement de la protection sociale.

## Un exemple qui donne à réfléchir

Plus d'un million de familles britanniques ont été contraintes de vendre leurs maisons au cours des 5 dernières années et 2 millions de retraités, (1/4 d'entre eux) envisageraient d'en faire autant, d'après 2 enquêtes des assurances NFU Mutual.

Coût prohibitif des maisons de retraites (entre 33 000 et 50 000 €/an), absence d'aides de l'Etat et surtout retraites par capitalisation en crise obligent nos voisins Anglais à se séparer de leurs biens pour financer leurs vieux jours et peser sur l'avenir de leurs enfants confrontés à la répétition du mécanisme.

Ainsi, la réalité de la vie des seniors est partagée de chaque côté du Channel, avec une part croissante de leurs dépenses de santé. Devront-ils se résoudre à faire la manche !

## Le grand bond en arrière de la Grèce

Selon le rapport annuel de l'Institut d'Études de la Centrale Syndicale GSEE publié jeudi 5 septembre, les salariés ont perdu 37 milliards d'euros du fait des baisses de salaires et des hausses d'impôts et du chômage (près de 28%, atteindra 29 à 30% à la fin de l'année et 31,5% en 2014), entraînant une baisse de la demande intérieure de 31,3%, soit un retour au niveau de 1994.

Les politiques conduites durant la période 2010-2013 ont ramené l'économie grecque et le niveau de vie de la majorité des citoyens à un passé lointain.

L'organisation syndicale souligne que le taux de chômage est déjà au même niveau qu'en 1961, période où l'économie grecque présentait la structure d'un pays en voie de développement marqué par une forte émigration.

## L'appel des 24

Vingt quatre responsables de la CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, CNDF, OLF, Fondation Copernic, ATTAC, Femmes égalité, etc... appellent à réparer les inégalités faites aux femmes.

Le projet de réforme des retraites porte des mesures très marginales pour les femmes, alors que les inégalités de pension sont importantes (42% en moyenne de moins pour les femmes).

Cette réforme ne réduira pas les inégalités, d'ailleurs le chiffre officiel des mesures pour les jeunes, les femmes, les carrières heurtées et les petites pensions fait apparaître un coût nul jusqu'en 2030 !

L'égalité professionnelle en matière de taux d'activité et de salaire permettrait d'augmenter les recettes des caisses de retraite et le droit des femmes à une véritable pension ! [www.retraites2013.org](http://www.retraites2013.org)